

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Finance et spéculation : une économie parasitaire**

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 29 juin 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Les crises à répétition dans le secteur de la finance sont l'expression de graves « dysfonctionnements » de l'économie libérale qui ont pour origine les rapports de production et de propriété. La cause de ces crises provient aussi des politiques économiques mises en oeuvre pour les contenir.

## Des effets de la mondialisation libérale

La vague mondiale de dérèglementation sur les marchés financiers, débutée aux Etats-Unis dans les années 80 a donné au capitalisme un visage vraiment mondial. Plus rien aujourd'hui n'entrave la circulation des capitaux. Les entreprises, comme les salariés, se retrouvent aujourd'hui mis en concurrence à l'échelle mondiale. Sous la pression des actionnaires, les entreprises sont dans une course sans fin aux profits : si la rentabilité d'une entreprise est trop faible selon les actionnaires, ceux-ci retirent leurs capitaux pour investir ailleurs, et l'entreprise est en faillite.

Pour augmenter les profits, les « coûts » de production sont abaissés : on tire notamment les salaires vers le bas, comme si le salaire était un coût, alors que c'est du travail des salariés que sont issues toutes les richesses. D'où la tendance actuelle au dumping social, les salariés devant accepter des baisses de salaire sous peine de délocalisation.

## La montée des profits, est une cause majeure de la puissance des marchés financiers

Si les salaires, à l'échelle d'un pays ont tendance à stagner, comme en France, ou même à baisser, les entreprises ne trouvent plus de débouchés pour la production. L'investissement devient donc inutile, quand bien même les entreprises font des profits. La croissance stagne, le problème du chômage devient irrémédiable, le pouvoir d'achat des ménages baisse. Voilà la conséquence des politiques libérales menées depuis plus de 20 ans.

Jamais dans l'histoire du capitalisme, le partage de la valeur ajoutée (c'est-à-dire des richesses nouvellement créées) n'a été aussi favorable aux profits et défavorable aux salaires. Mais du fait des faibles salaires et donc du manque de débouchés, ces profits ne sont pas investis. Ils partent dans la poche des actionnaires qui les utilisent pour spéculer sur les marchés financiers. Les marchés financiers sont donc hypertrophiés. Ce sont plus de 1000 milliards de dollars qui sont échangés chaque jour sur les marchés financiers. La finance internationale représente plusieurs fois le PIB mondial.

## Les marchés financiers, un facteur de crise

L'argent qui circule sur ces marchés n'est utilisé pratiquement qu'à des fins de spéculation, c'est-à-dire à l'achat de produits financiers, (comme les actions, les obligations...) dans l'espoir de réaliser une plus value au moment de leur revente. En plus de l'augmentation de la spéculation, ce sont des produits de plus en plus risqués qui s'échangent, comme les « sub-primes ».

La crise actuelle est due à la perte de confiance des spéculateurs dans ces prêts hypothécaires Américains, qui sont des produits extrêmement risqués, c'est-à-dire dont la rentabilité est plus qu'incertaine. Après l'euphorie des spéculateurs, ils se sont rendu compte que ces produits financiers étaient surcotés, ce qui a provoqué une perte de

confiance, une revente massive de ces produits, et donc une chute de leurs cours. Ce mécanisme, propre à la spéculation, avait été extrêmement critiqué dans les années 30 par Keynes, qui dénonçait le caractère irrationnel et moutonnier des spéculateurs, qui agissent tous les uns comme le font les autres : si un spéculateur retire ses actions, alors les autres font de même, il y a crise de confiance et le marché s'effondre d'un coup, c'est le krach boursier. Mais la spéculation à l'époque de Keynes était très loin d'avoir pris l'ampleur d'aujourd'hui. Le risque de crise économique due à un krach financier est encore plus fort aujourd'hui qu'à la fin des années 20...

Cette crise implique les plus grandes banques du monde, qui utilisent notamment l'épargne des ménages pour spéculer. Cela aussi Keynes l'avait proscrit : si les banques spéculent et qu'il y a une crise sur les marchés financiers, alors certaines peuvent faire faillite, comme la Northern Rock, et les « agents économiques » perdent confiance dans le système bancaire. Cette crise se répercute alors dans la circulation de la monnaie et se transforme en crise monétaire. Et s'il y a une crise monétaire, les « agents économiques » ne peuvent plus régler leurs transactions, et c'est la crise de l'ensemble de l'économie par effet de contagion. Pour Keynes, il fallait donc pour éviter la crise cloisonner l'activité des banques, ce qui avait été en partie fait après la guerre, et défait par les libéraux dans les années 80...

## Des réactions inadéquates

Face à ce risque majeur, les autorités monétaires ont dû réagir. Mais à la place d'adopter un ensemble de mesures visant à limiter l'importance des marchés financiers pour éviter ce genre de crises, et de tenter de réinjecter ces liquidités dans l'économie pour soutenir l'investissement, les banques centrales, la FED (banque centrale américaine), la BCE et la banque centrale Japonaise ont injecté 2000 milliards de dollars dans les marchés financiers. Autrement dit, ils ont renfloué les poches des spéculateurs qui avaient trop perdu pendant la crise.

Au-delà de l'injustice flagrante (les autorités mondiales trouvent immédiatement des milliers de milliards de dollars quand il s'agit de les redistribuer aux spéculateurs, mais pas quand il s'agit de venir à bout de la fin dans le monde...), il semble que ce type d'intervention soit inefficace :

- ▶ Déjà, les spéculateurs anticipent que s'ils font de grosses pertes, ils seront automatiquement renfloués par les autorités monétaires. Alors plus rien ne les empêche de prendre de plus en plus de risques, et de provoquer d'autres crises.
- ▶ De plus réinjecter des milliards de dollars augmente la masse monétaire. Et l'on sait que si la masse monétaire augmente de façon déconnectée de la production, il y a mécaniquement de l'inflation (c'est l'argument utilisé pour refuser les augmentations de salaires !) : c'est donc précisément là que se trouve la cause de l'inflation actuelle.

## De la spéculation sur les marchés financiers à celle sur la vie des Hommes

Enfin, les mesures prises par les banques centrales ont provoqué une augmentation de la spéculation : Après la chute des cours sur les marchés financiers, une partie importante du capital, enrichie par les milliards émis par les banques centrales, s'est déplacé vers « les valeurs refuge », qui ont peu de chance de chuter en cas de crise, produits agricoles et matières premières. En rachetant sur les marchés des matières premières, puis en stockant, les cours sur les marchés ont augmenté. Autrement dit, d'une spéculation financière, le capital passe à une spéculation sur des produits vitaux, rachetant les stocks à bas prix, et en faisant monter les cours, puis en revendant avec profit.

Il est vrai que l'augmentation rapide de la demande des marchés émergents comme en Chine fait augmenter les prix, qu'il y a eu de relatives mauvaises récoltes dans certains pays, ce qui limite l'offre et exerce également une

pression sur les prix, mais l'explosion actuelle des prix des matières premières et des produits agricoles est largement due à l'action des spéculateurs.

Tout cet argent échangé sur les marchés financiers est « parasité », il n'est pas investi et ne contribue donc pas au développement. Pourtant, de telles sommes pourraient sortir une grande partie de l'humanité de la misère dans laquelle on la maintient.

Bien au contraire, ce capital financier exerce une pression de plus en plus forte sur les populations. Il met les travailleurs du monde entier en concurrence. Il est responsable aujourd'hui de la montée des prix de première nécessité, plongeant une partie importante de la population mondiale dans une honteuse crise alimentaire : Et à ce petit jeu là, ce sont les populations les plus pauvres qui se retrouvent privées de moyens de subsistance. C'est pourquoi nous devons affirmer notre opposition à ce système économique : nous ne sommes pas socialistes et libéraux, qui sont deux positions irréconciliables, nous sommes tout simplement socialistes, c'est-à-dire contre la dictature des marchés financiers, antilibéraux et anticapitalistes.

**David Torres (75)**